

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE DOSQUET

**RÈGLEMENT 2007-250 CONCERNANT L'APPLICATION
SUR L'ÉVACUATION ET LE TRAITEMENT DES EAUX
USÉES DES RÉSIDENCES ISOLÉES.**

À une session régulière du Conseil municipal de la municipalité de Dosquet tenue le quatrième jour de septembre à 20 heures, à l'endroit des délibérations, auxquelles étaient présents Madame la conseillère et Messieurs les conseillers suivants : Yvan Charest, Mélanie Turcotte, Stéphane Bédard et Éric Charest sous la présidence de Monsieur René Grenier. Messieurs Rénald Mongrain ainsi que Jean Veilleux étaient absents. Madame Louise Chartrand, directrice générale, sec./très. est également présente.

Étant donné que le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.8);

Étant donné que les obligations imposées par ce Q-2, r.8 à toute personne procédant à une construction ou à des travaux assujettis à ce Q-2, r.8;

Étant donné que les responsabilités imposées par la loi à la municipalité quant à l'application de ce Q-2, r.8;

Étant donné que le Règlement sur les permis et les certificats de la municipalité;

Étant donné que les pouvoirs conférés par la loi à la municipalité;

Étant donné qu'il est dans l'intérêt de la municipalité d'adopter le présent règlement;

Par ces motifs et sur la proposition de Monsieur Yvan Charest, appuyé par Monsieur Éric Charest et résolu unanimement que le règlement numéro 2007-250 soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent règlement vise à assurer l'application du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*, ci-après appelé Q-2, r.8.

ARTICLE 3 : NÉCESSITÉ D'UN PERMIS

Toute personne désirant procéder à une construction ou à des travaux entraînant l'application du Q-2, r.8, doit obtenir, préalablement, un permis de la municipalité autorisant spécifiquement la construction ou les travaux en cause.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'OBTENTION D'UN PERMIS

- a. Cette construction ou ces travaux doivent être strictement conformes à toute norme imposée par la loi ou par la réglementation municipale.
- b. Doivent par ailleurs être joints à la demande de permis notamment les documents suivants :

Une analyse de sol du terrain récepteur du système d'évacuation et de traitement préparée par un professionnel approprié et indiquant la nature du sol et sa perméabilité, la hauteur de la nappe phréatique et la présence du roc ou d'une couche de sol perméable s'il en est;

Un plan à l'échelle, et une vue en coupe du système d'évacuation et de traitement des eaux usées existant ou projeté, selon le cas et, le cas échéant, de la modification projetée;

Un plan d'implantation du système d'évacuation et de traitement existant ou projeté, indiquant qu'elle sera la localisation précise du système par rapport aux lignes de lots et à tout aménagement ou toute implantation (puits ou source servant à l'alimentation en eau, cours d'eau, résidence ou conduite souterraine de drainage de sol, haut d'un talus, limite de propriété, conduite d'eau de consommation ou arbre) sur et dans le lot une fois le système implanté ou modifié, après sa modification;

Un plan à l'échelle comprenant au moins une vue en plan et une vue en coupe, du système tel qu'il sera implanté ou modifié sur les lieux;

Une attestation du requérant du permis, d'un professionnel approprié ou de l'installateur du système

ou de sa modification à l'effet que le système, une fois implanté ou modifié, respectera en tout point les prescriptions et obligations prévues au Q-2, r.8;

Un engagement du requérant du permis que l'installation ou la modification visée par le permis sera réalisée de façon strictement conforme aux informations et indications apparaissant dans les documents qui précèdent, que toute modification apportée

en cours de travaux, s'il en est, sera dénoncée à la municipalité et que, dans ce dernier cas, de nouveaux documents seront déposés à la municipalité afin que celle-ci détermine si le permis est toujours valide en regard de la loi et de la réglementation applicables et qu'elle détienne des analyses, illustration, plan, attestation et engagement conformes au systèmes mis en place ou modifié, donc tel que construit.

ARTICLE 5 : INSPECTION AVANT RECOUVREMENT

Toute personne installant ou modifiant un système d'évacuation et de traitement des eaux usées doit, une fois les travaux réalisés et avant de procéder, le cas échéant, au recouvrement de tout ou partie d'un élément épurateur installé, réparé ou modifié, attendre que l'officier responsable de l'application du présent règlement ait procédé à une inspection visuelle de cette installation.

ARTICLE 6 : OFFICIER MUNICIPAL

L'officier responsable de l'application du présent règlement est le fonctionnaire désigné en vertu de la loi.

ARTICLE 7 : INFRACTION

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Directrice Générale/sec. Très. Primaire

Ce règlement a été adopté à la séance régulière du quatre septembre 2007

L'affichage de l'avis public à été effectué le